

*L'Adresse—M. Ouellet*

précision, parce que je pense qu'il est grand temps de la faire, car il faut dire que nous avons subi, nous avons enduré, toléré depuis plusieurs années une campagne subtile, une campagne sournoise, une campagne machiavélique de dénigrement de l'entité canadienne, du fédéralisme canadien, des institutions canadiennes, alors que simultanément, nous avons été assaillis de toutes parts par une propagande incessante, par une propagande soutenue pour la glorification de la spécificité québécoise, pour la béatification de l'identité québécoise, pour la sanctification du mot Québec. En bref, on nous a monté sur les autels le Québec et on a descendu aux enfers le Canada. Et je pense que cette farce a assez duré de nous faire accroire que le Canada c'est un mot vilain et qu'il faut forcément toujours parler du Québec. Je trouve que cette propagande envahissante fut l'œuvre bien entendu systématique de séparatistes convaincus qui se sont infiltrés un peu partout dans la province de Québec, dans tous les milieux, à tous les niveaux dans le monde de l'enseignement d'abord, dans le monde de l'information ensuite, dans le monde artistique bien entendu, dans le monde syndical, dans le monde agricole, dans la fonction publique provinciale et aussi dans la fonction publique fédérale, dans des corps intermédiaires, dans des organismes professionnels, dans des clubs sociaux et même dans des associations charitables.

Ces séparatistes se sont appliqués à faire tache d'encre. Sans aucun scrupule, ils ont fait leur travail partisan au mépris de l'objectivité et ils ont constamment critiqué le gouvernement canadien pour tout et pour rien. Au nom d'un Québec libre, et probablement à la recherche de l'égalité, ils ont scandaleusement abusé de cette extraordinaire liberté à nulle autre pareille au Canada. Ces professeurs qui sont supposés donner un enseignement objectif ont bourré le crâne des jeunes Québécois contre le Canada, ces journalistes censés objectifs pour toutes sortes de raisons ont minimisé les activités des fédéralistes et monté en épingle les activités des séparatistes. On en a encore eu une preuve éloquent en fin de semaine. On a parlé d'un immense succès d'une assemblée de 500 personnes à Donnacona et d'un demi succès d'une assemblée de plus de 3,000 personnes, des fédéralistes, à Chicoutimi. Ces artistes bourrés d'argent par Radio-Canada, qui ont déblatéré sur ce pays depuis des années, ces syndicalistes et ces politiciens, en toute liberté, monsieur le président, ont fait ce travail de sabotage de l'unité canadienne. Il n'y a aucun doute quand on regarde cela, que si ces gens-là avaient voulu faire la même chose dans n'importe quel autre pays du monde, ils se seraient fait casser la gueule, ils se seraient fait assommer, et ils se seraient fait emprisonner et même dans plusieurs pays, ils se seraient fait fusiller pour avoir fait même moins que ce qu'ils ont pu faire au Canada, cette terre de liberté, où ils ont pu en toute tranquillité mettre les bâtons dans les roues partout où ils le pouvaient, pour ensuite dire que ça allait mal au Canada, où ils ont sans réplique abusé de ce proverbe: *Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose.*

On a tellement menti sur le Canada que certains en viennent à croire un peu malgré eux au Québec que ce pays peut être mauvais pour eux. Ce n'est donc pas par hasard, monsieur le président, que nous tiendrons un référendum dans la province de Québec. C'est parce que bien sûr, d'une part, il y a des gens qui veulent la séparation du Québec, mais c'est aussi et surtout parce qu'il y a, d'autre part, des gens qui constituent le

gouvernement canadien et qui permettent cette liberté de pensée, cette liberté d'action, cette liberté de contestation. Et je crois que c'est tout à l'honneur du fédéralisme canadien qu'il soit ainsi possible de vivre dans ce pays un aussi haut degré de démocratie, une si grande liberté et une aussi extraordinaire égalité.

Au Canada, les Canadiens sont vraiment libres et cette liberté est jalousement protégée par notre système politique fédéral, où on retrouve justement deux paliers de gouvernement au service des citoyens. D'autres paliers qui loin de faire double emploi sont là pour se compléter, pour assurer une saine émulation dans le meilleur intérêt des citoyens, pour justement travailler afin que les Canadiens jouissent de tous les services et de tous les avantages dont ils ont besoin, où il est évident qu'à maintes reprises on a vu des citoyens aller voir l'autre palier de gouvernement afin d'être mieux servis.

Dans certains cas, des citoyens viennent au niveau fédéral nous dire: La province ne fait pas exactement ce que l'on veut, faites donc votre possible pour améliorer la situation. Et, dans bien des cas on a vu le gouvernement fédéral intervenir et améliorer les choses. A l'inverse, lorsque le gouvernement canadien n'assume pas pleinement ses responsabilités, on a maintes fois vu les autorités provinciales jouer un rôle supplétif, intervenir et compléter le travail du palier supérieur afin de mieux servir les citoyens. Alors, monsieur le président, on veut avoir dans certains milieux du Québec un nouveau gouvernement, un gouvernement qui serait le gouvernement d'un Québec libre et qui amènerait, bien sûr, un État unitaire, avec un seul palier de gouvernement. Les séparatistes du Québec disent aux Canadiens, aux Québécois: On n'a pas besoin de deux paliers de gouvernement; ça coûte plus cher, ça fait double emploi; ce serait beaucoup mieux de n'en avoir qu'un seul, le palier québécois. Or je me demande, monsieur le président, si les citoyens, eux, auraient la même liberté? Comment seraient-ils protégés contre les abus de l'État unitaire? Les citoyens seraient-ils mieux servis? Je ne dis pas qu'il y aurait nécessairement moins de liberté et de services offerts aux Québécois sous un régime unitaire, mais je dis ceci cependant: Le Canada, c'est une expérience que nous vivons, c'est une expérience qui a fait ses preuves. Le Québec indépendant et libre, c'est l'inconnu, c'est l'incertitude. Or, par votre entremise, monsieur le président, je m'adresse à mes électeurs et à mes électrices de Montréal-Papineau et je leur dis: Vous aurez l'occasion de participer à un référendum le 20 mai prochain. Le simple fait que vous pourrez ainsi vous exprimer aussi secrètement et aussi démocratiquement sur l'avenir du Québec dans le Canada ou hors du Canada, c'est parce que vous vivez dans l'un des pays les plus libres du monde, et j'espère que vous vous en souviendrez et que pour vous cette grande liberté sera très importante dans le choix que vous ferez.

● (2150)

Je n'ai pas l'intention ce soir de tenter de vous citer des chiffres ou de faire la preuve par des arguments d'une sorte ou d'une autre pour orienter ou décider à votre place de votre choix de citoyen, et je dis, monsieur le président, qu'en réalité j'ai énormément confiance en cette décision que mes électeurs prendront et c'est avec beaucoup de sérénité que je vois venir ce référendum. L'issue de cette consultation populaire ne me fait pas peur, parce que je crois profondément en mon pays, le